

Septembre 2002 N° 15

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix

GVOM
Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial

Le 22 septembre, on vote ...

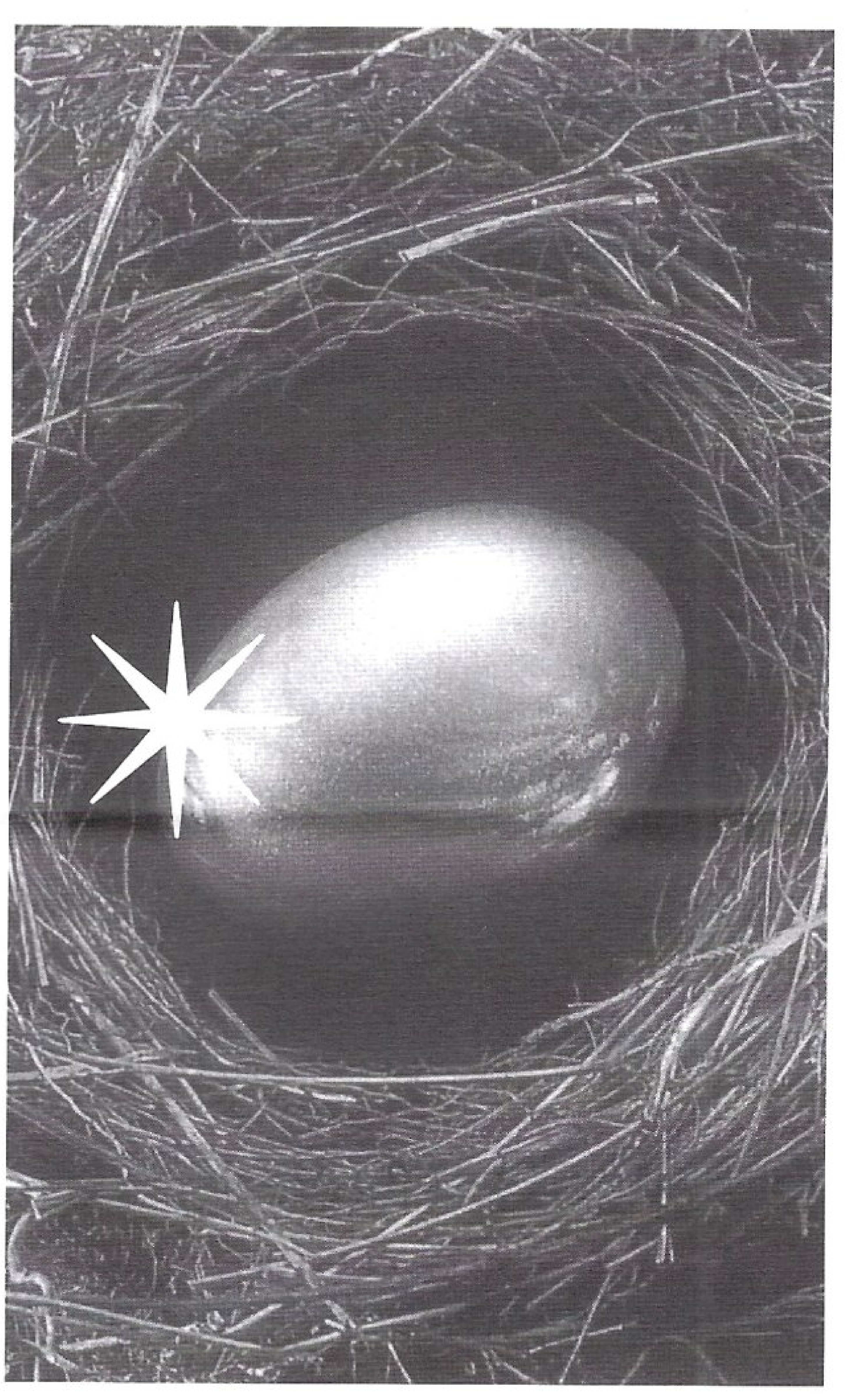
En vertu d'une politique monétaire basée sur la parité-or du franc, la Suisse avait constitué des réserves d'or. Depuis le 1er mai 2000, cette parité-or est abolie et la Banque nationale n'a plus besoin d'une grande partie de l'or accumulé. Elle le vend peu à peu. Elle dispose ainsi d'un patrimoine de Sfr 19 mia. dont les intérêts se montent à Sfr 750mio par an. En septembre, le peuple devra se prononcer sur l'utilisation de cette manne nationale.

Pour l'UDC la chose est entendue : Il s'agit de "rendre au peuple la fortune qui lui revient"... Evidemment, dit comme ça, c'est tellement simple et ça semble tellement logique : Rendez-nous nos sous ! L'UDC propose tout bonnement d'affecter le capital et/ou les intérêts de l'or au renflouement de l'AVS. Quelle bonne idée ! Il suffisait d'y penser : on se demandait justement comment faire pour financer cette assurance dans le futur... Injectons-y l'argent de l'or, notre argent, et le tour est joué !

Et bien pas vraiment, car tout l'or de la BNS ne suffirait pas à résoudre le problème de l'AVS, un problème stucturel qui demande une réforme en profondeur et non pas un coup de baguette soit-disant magique.
Par ailleurs en suivant le mot d'ordre de l'UDC on saborderait de façon radicale l'idée d'une Fondation solidaire, idée lancée par le Conseil fédéral dans la foulée de la douloureuse histoire des fonds en déshérence.
Bien sûr, dans le contre-projet présenté par le Conseil fédéral et le Parlement, la Fondation est moins utopique qu'au premier jour, mais l'idée de solidarité est bien là : L'or sera placé dans un fond dont les intérêts seront répartis en parts égales entre l'AVS, les cantons et la coopération internationale. Solidarité donc entre le peuple et les cantons, solidarité entre la Suisse et les pays du Sud puisque si 5/6 de la somme seront investis dans des projets en Suisse, 1/6, soit 100 millions par an, seront destinés aux pays pauvres. Solidarité entre les générations aussi : car dans 30 ans, nos enfants se prononceront à leur tour sur l'affectation de ce patrimoine et de ses intérêts.

**Solidarité,
le mot-clef du 22 septembre !**

B. Faidutti Lueber



Sommaire

Le Salvador, un petit pays pattes en l'air

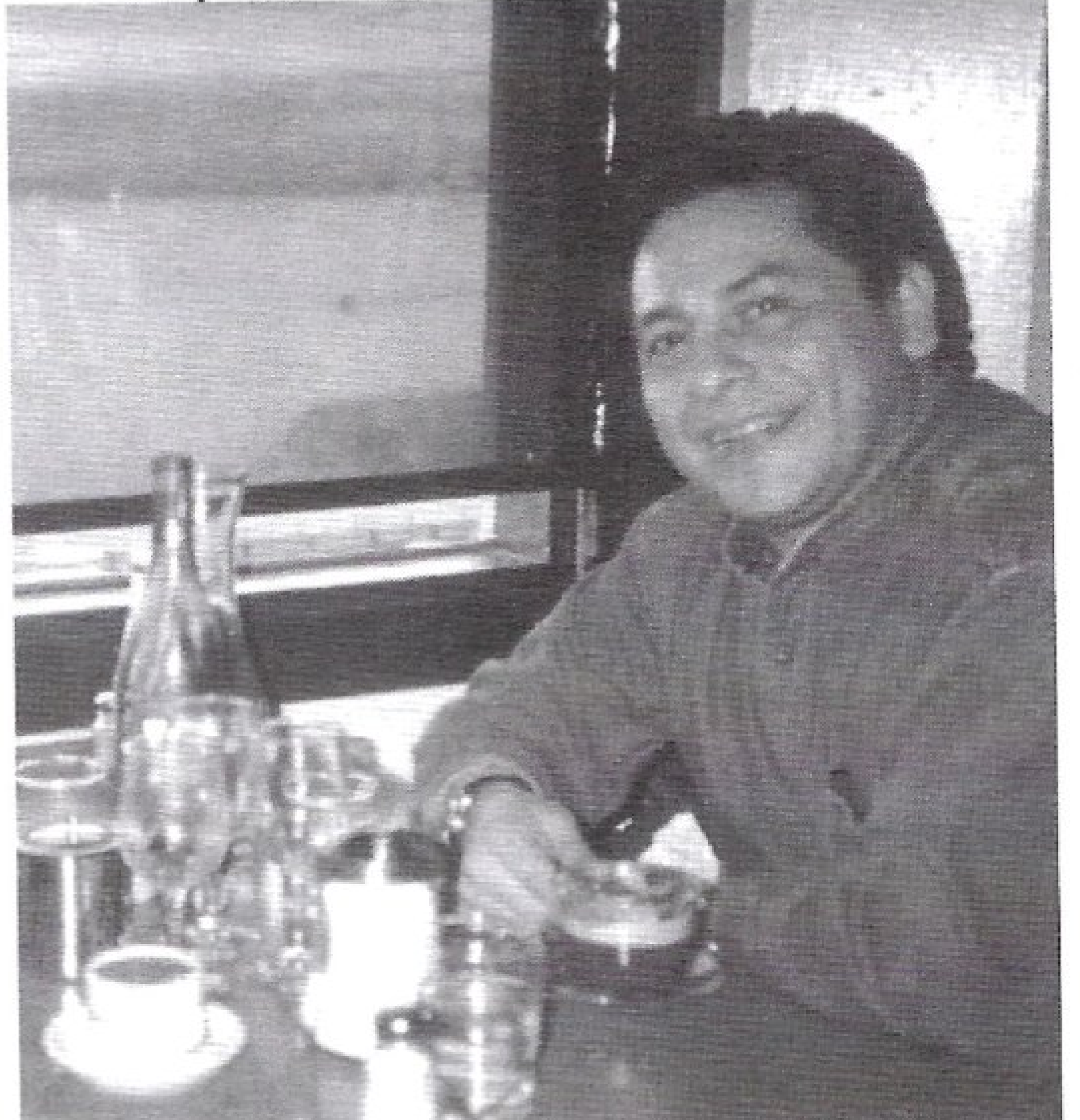
Raoul Moreno, président du Centre pour la Défense du Consommateur au Salvador et contrapar-te de Grégoire Stadelmann et de Claude Grimm trace un portrait de son pays.

Sur ce "petit bout de terre" où nous vivons, les serpents apprennent à voler et les nuages à se traîner par les chemins - comme dirait Eduardo Galleano. La société salvadorienne étant régie par une logique à l'envers, il n'est donc pas surprenant de voir comment dans nos eaux le plomb flotte et le liège coule. Les esprits les plus créatifs du "réalisme magique" se retrouvent à cours face à la réalité salvadorienne qui quotidiennement expose devant nos yeux une multitude de faits plus surprenants que la même fiction. (...)

Des dons... sur les étalages des supermarchés

Sur cette terre patte en l'air, on assiste également à d'étranges actes de magie: à la disparition des entrepôts d'une banque d'état, de 31 camions chargés d'engrais et offerts par le gouvernement japonais; à l'envol en fumé, sous les yeux des juges et des autorités, de millions de colons tirés du trafic de drogue et réquisitionnés à des narcotrafiquants. Des personnages connus "deviennent invisibles" pour s'être généreusement servis dans les caisses publiques. De dangereux criminels se transforment en "fauteuils, en armoire à linge ou en petite vieille" pour disparaître des pénitenciers dans lesquels ils ont été reclus. De la même manière, personne n'est surpris que l'aide ou les donations envoyées par la coopération internationale pour les victimes de l'ouragan Mitch et des tremblements de terre apparaissent sur les étalages des supermarchés, que les aliments offerts se détériorent dans des caves et, pire, que les autorités gouvernementales de la direction de la protection du consommateur avalisent le don d'huile d'olive espagnole périmée aux victimes les plus pauvres du tremblement de terre.

Dans ce contexte de non-sens, l'état subventionne les grandes entreprises pendant que les familles les plus pauvres ne reçoivent aucun subside. Les monopoles sont promus et récompensés par la législation. La société de supervision du système financier est financé par les institutions supervisées. Bien que la pauvreté soit la maladie chronique dont souffre le système de santé, les autorités s'obstinent à traiter le patient avec des "médicaments périmés" et acquis par des moyens obscurs. [...] Les "savants médecins de l'économie salvadorienne" recommandent la dollarisation de l'économie quand les comptes fiscaux de l'Etat se trouvent depuis plusieurs années dans l'unité des soins intensifs et ils veulent nous convaincre que la dollarisation est "bonne pour toi et bonne pour tous".


Raoul Moreno — Photo: C. Grimm

Le minimum vital... remis en question

C'est seulement à partir de cette logique à l'envers que l'on comprend que le principal parti politique d'opposition fasse tout son possible pour perdre l'opportunité de parvenir au pouvoir quand il n'aurait presque rien à faire pour gagner. Dans ce pays pattes en l'air, des centaines de familles défilent pendant les week-ends devant les vitrines de Metrocentro dans un acte de masochisme national, admirant les nombreux articles que leurs salaires ne leur permettent pas d'acheter. Les salaires de la campagne sont quasi la moitié de ceux de la ville, dus au plus grand niveau de pauvreté rurale. Les familles qui ont la "chance" de recevoir un salaire minimum sont qualifiées de "pauvres" par un décret exécutif. Comme les salaires minimaux sont incapables de couvrir les besoins calorifiques minimaux, quelques voix s'élèvent pour justifier le travail à l'heure et la suppression du salaire minimum .

Dans ce petit pays, la loi de l'impunité prévaut. Ceux qui volent une poule sont pris ; en revanche, ceux qui s'emparent des biens publics sont des "gentilshommes" qui ne vont pas en prison : ils possèdent les clefs des prisons. Dans ce petit monde à l'envers, qui est la propriété de très peu, on paye pour des services publics jamais reçus : les factures pour l'air que conduisent les conduites d'eau, les appels téléphoniques jamais réalisés et les services de ramassage d'ordures inexistants. A voir ce qui se passe à l'assemble législative, la majeure partie des "représentants du peuple" maintient avec discipline les exercices physiques qui leur permettent de lever la main avec grande facilité. [...] Des personnages soumis à des poursuites "dirigent" les institutions publiques ; des millions de colons payés par le contribuable servent à solder les comptes déficitaires des banques et on opte pour le financement public des comptes privés de certains.

L'économie de ce "terrain vague" à l'envers est contrainte d'expulser chaque année des milliers de citoyens vers les Etats-Unis pour se maintenir à flot. Les autorités chargées d'appliquer la politique économique prétendent que la pauvreté dans laquelle vivent quatre millions de personnes est une fiction, argumentant que la

réalité se dessine grace à des indicateurs macro-économiques qui affichent une économie salvadorienne saine, stable et en croissance. Les autorités économiques nationales défendent bec et ongle un modèle reconnu comme un échec par les étrangers mêmes qui l'ont engendré. Le pari du gouvernement en matière de politique économique est centré sur d'éventuelles concessions que nous concéderaient d'autres pays ou sur des avantages dérivés de situations que nous ne contrôlons pas... Il faudra donc acheter beaucoup de chapelets et prier pour les avantages espérés.

La meilleure nouvelle depuis l'arrivée de Christophe Colomb

Il est incroyable de voir comment une décision économique peut être jugée favorable sans qu'aucune étude d'impact n'ait été préliminairement réalisée. Ainsi, la signature du TLC (traite de libre-commerce) avec le Mexique se présente comme la meilleure nouvelle économique depuis l'arrivée de Christophe Colomb, la clef du progrès et la meilleure politique nationale d'emploi - peu et mal est mieux que rien.

Il est curieux d'écouter les voix de ceux qui, avec leurs litanies, sacralisent le marché et satanisent les actions de l'Etat, parce que ce sont eux qui ont reçu et continuent à recevoir les faveurs et les bénéfices concédés par un Etat qu'ils ont eux-mêmes contribué à privatiser. Ces mêmes voix décidèrent durant les années 90 de l'intervention de la banque centrale pour assainir le portefeuille morose des banques privées pour ensuite répartir ce dernier entre quelques banquiers de la place. Quelques années plus tard, ils endossèrent la dollarisation de l'économie et sa subséquente fixation du prix de la devise - mais pas des taux d'intérêts et encore moins des prix du panier de la ménagère - ; et quelques-uns continuent à recevoir des aides et bénéfices de l'Etat au travers de l'aide à l'exportation, du subside au gaz liquide et au diesel, de dispenses pour le paiement de tarifs douaniers et d'un traitement préférentiel dans les négociations commerciales. Il n'y a pas de doute que sévit une double morale et qu'il n'existe pas de cohérence entre le "dire" et le "faire" des "saints hommes du marché".

Espaces démocratiques en régression

Cette logique à l'envers a achevé de s'imposer dans le processus de "transition vers la démocratie", le baume qui supposait la création d'institutions et d'espaces de participation politique et citoyenne depuis les accords de paix et qui est en train de perdre progressivement son pouvoir curatif. Avec les années, le peu d'espaces de participation citoyenne se ferme peu a peu dans le pays; quoiqu'en matière de décisions économiques la participation démocratique n'a jamais été à l'ordre du jour. Ainsi il n'est pas surprenant que des décisions économiques de première importance pour tous soient prises en secret par un groupuscule de personnes qui, cela dit en passant, pensent être les détenteurs de la vérité, mais qui sont incapables de voir les obstacles sur lesquels d'autres ont trébuché et encore moins de se regarder dans les miroirs qui reflètent les images de futurs désastres.

Dans ce pays avec un ordre des choses à rebours, il vaudrait la peine de se battre pour redresser et remettre ses pattes sur le sol. A partir des souliers de ceux qui supportent les coûts des décisions des autres, il faut se demander : "Qui a permis au gouvernement de prendre des décisions transcendantales préjudiciables aux citoyens, étant donné que la majorité n'a même pas vote pour eux ? Est-ce que le vote reçu par les présidents élus constitue un chèque en blanc pour qu'un groupe réduit de personnes puissent décider de toutes les mesures? Quand nous ont-ils demandé si nous étions d'accord avec la vente des actifs de notre propriété, comme ANTEL, les distributeurs d'électricité, les fonds de pension et maintenant la distribution de l'eau potable? Qui assumera les responsabilités en cas d'échec? Qui va-t-on juger pour les politiques erronées qui ont été assumées et qui continuent à être assumées? Pourrons-nous voir et écouter ceux qui ont promu et sacralisé la dollarisation de l'économie d'ici à quelques années, assumant avec la même véhémence la responsabilité de leurs décisions quand les séquelles de leurs mesures démontreront la fiction de leurs promesses?"

Face à ce tourbillon de contresens, le verbe est "concerter", une action dont la conjugaison n'a malheureusement pas encore été apprise par le gouvernement et que les acteurs sociaux devront encourager de toute urgence.

Raoul Moreno,
El Salvador
Traduction C. Grimm

Conférence

Le réseau Eglise et paix, association chrétienne interconfessionnelle européenne, vous invite à suivre la conférence francophone sur le thème

"Violences mondialisées et mondialisation de la paix"

du 25 au 27 octobre 2002,
dans la communauté du Chemin Neuf,
Abbaye les Dombes, F- 01330 Villars les Dombes (près de Lyon):
témoignages, échanges, prières et fête!
Renseignement et inscription (Frais: 75 Euros): Eglise et Paix,
Louis et Nadette Joly, 5, rue du Mont Verdun, F-69140 Rillieux La Pape

Témoignage

Allô, Nyarurema

Jérôme est actuellement au Rwanda. Il enseigne les maths et la physique dans une école secondaire perdue dans la campagne rwandaise à Nyarurema, au milieu des collines de l'Umutara.

La radio plutôt que le téléphone

Un banal outil de communication qui fait défaut est le simple combiné de téléphone. En l'absence de réseau généralisé de téléphone dans les campagnes, la plupart des messages passent par la radio. Par exemple, les réunions des directeurs des écoles de la province sont communiquées par la radio plutôt que par des courriers incertains. Même des messages personnels appelant un tel à se rendre dans telle ville pour telle affaire sont diffusés sur les ondes rwandaises. Et si le concerné n'écoute pas la radio au ce moment précis du communiqué, son voisinage se charge de faire courir la rumeur jusqu'à lui. Car si on parle d'un voisin ou d'une connaissance à la radio, c'est un événement de taille que personne ne se garde de commenter.

C'est au fond des campagnes que l'on prend la mesure de l'importance capitale de la radio : plus que n'importe quel autre moyen, il baigne la population de son influence. Et on ne se surprend plus que les génocidaires s'en soient servi pour commettre les pires des abominations. Il semble toutefois qu'aujourd'hui, la retenue pudique et craintive qui s'est emparée de la population face à ce moyen de communication après 1994 se soit estompée devant sa commodité incontestable. L'école, tout comme la paroisse, disposent bien d'un téléphone avec relais hertziens, mais son fonctionnement est bien trop dépendant des multiples aléas parsemés entre l'Umutara et Kigali pour que sa fiabilité soit suffisante. Les coupures durent parfois plus d'une semaine et, comme la plupart des relais sont alimentés par l'énergie solaire, le téléphone répond aux abonnés absents entre 21h et 8h quasiment d'une manière quotidienne.

"Natels" et Internet sont en vogue

Face à ces carences matérielles, un enthousiasme paradoxal pour les technologies les plus modernes est en phase de s'emparer de la population. Ou du moins des classes les plus aisées économiquement, c'est-à-dire des gens de la capitale et des grandes villes, des employés des ONG internationales, ainsi que des responsables politiques et économiques des campagnes. Le boum de la téléphonie mobile est une réalité africaine et rwandaise en particulier. Cette année, le nombre d'abonnés mobiles a dépassé le nombre d'abonnés fixes en Afrique, et la tendance ne semble pas près de s'inverser : les investissements liés aux infrastructures et à l'entretien des antennes mobiles sont incomparablement faibles face à ceux du câblage du réseau fixe. En plus, la démission de l'Etat face aux infrastructures de première nécessité vitale et économique laisse le champ libre aux entreprises privées, particulièrement friandes de marchés aussi juteux. Comme c'est le cas pour l'entreprise sud-africaine Rwandacell qui s'est emparée du marché rwandais pour y appliquer un monopole sans partage ni pitié. Bien que les tarifs soient aussi prohibitifs qu'en Europe (de l'ordre d'un franc suisse la minute, c'est-à-dire le salaire mensuel moyen des ouvriers de la campagne ! ! !), il est devenu le moyen le plus sûr pour joindre les personnes. Ainsi, même perdu au milieu des collines à Nyarurema, il est possible de capter dans certains endroits le précieux signal qui nous relie avec le monde moderne. On voit donc les quelques heureux propriétaires de mobiles se placer au sommet des collines, effectuant des mouvements incohérents à la recherche de leur Graal technologique : les deux misérables "barres" qui indiquent sur l'écran que la couverture est suffisante pour lancer un appel... Et malgré son prix, c'est un moyen bien plus fiable en cas d'urgence. Bien sûr, on s'en doute volontiers, ce développement n'est ni horizontal ni partagé...


Jérôme avec des amis — Photo: A. De Preto

La révolution mobile n'est pas la seule à toucher l'Afrique : l'utilisation de l'Internet est en pleine explosion. Surtout en ce qui concerne la messagerie électronique : une ribambelle de cafés Internet s'aligne le long des rues du centre de Kigali et la rapidité de leurs connexions n'a rien à envier à leurs confrères européens. Toujours pleins, leur fréquentation témoigne du succès grandissant de ce nouveau moyen pour communiquer qui permet de traverser les frontières comme de surmonter les insuffisances des réseaux traditionnels. A Nyarurema, la situation est plus chaotique : connexions extrêmement lentes, difficultés de communication avec le serveur. Sans

compter sur les sempiternelles coupures de téléphone et la rigidité des horaires pour l'utilisation des ordinateurs, liées au fonctionnement du groupe électrogène... Il n'en reste pas moins que le fait que l'école possède un lien avec le village global est tout un symbole.

Illustration d'un fossé

Cet engouement pour les nouvelles technologies souligne l'éclatement de la société rwandaise en classes presque totalement décorrélées: quel lien reste-t-il entre les commerçants de Kigali, téléphone portable en poche et accès Internet au coin de la rue, avec le pauvre paysan de l'Umutara ou d'ailleurs, tributaire des mauvaises récoltes que son maigre lopin de terre veut bien lui donner ? Comment concilier les visions de ceux qui communiquent par Internet avec celles de ceux qui n'ont jamais vu une route goudronnée de leur vie ? Avant de développer les voies virtuelles, ne faudrait-il pas se préoccuper d'équiper tout le pays de routes bien réelles dans un état décent? Car s'il est vrai que les principales villes du pays sont reliées par de relativement bonnes routes, celles qui sortent des axes principaux, sont catastrophiques : pour rejoindre la ville de Nyagatare qui est la plus proche de Nyarurema sur une route " macadamisée " , plus d'une heure est nécessaire alors que seuls une trentaine de kilomètres les séparent. Et encore par temps sec, car le risque de rester embourbé lorsque la pluie tombe n'est pas négligeable. Et sans tenir compte des traditionnelles crevaisons qui agrémentent fréquemment les déplacements sur ces voies inhospitalières : depuis que je suis ici, je dois en compter pas moins d'une dizaine, soit peut-être une moyenne d'une crevaison tous les trois voyages! D'ailleurs il faudra penser à faire homologuer le changement de roue comme discipline olympique, car notre technique commence à friser la perfection grâce à un travail d'équipe remarquable...

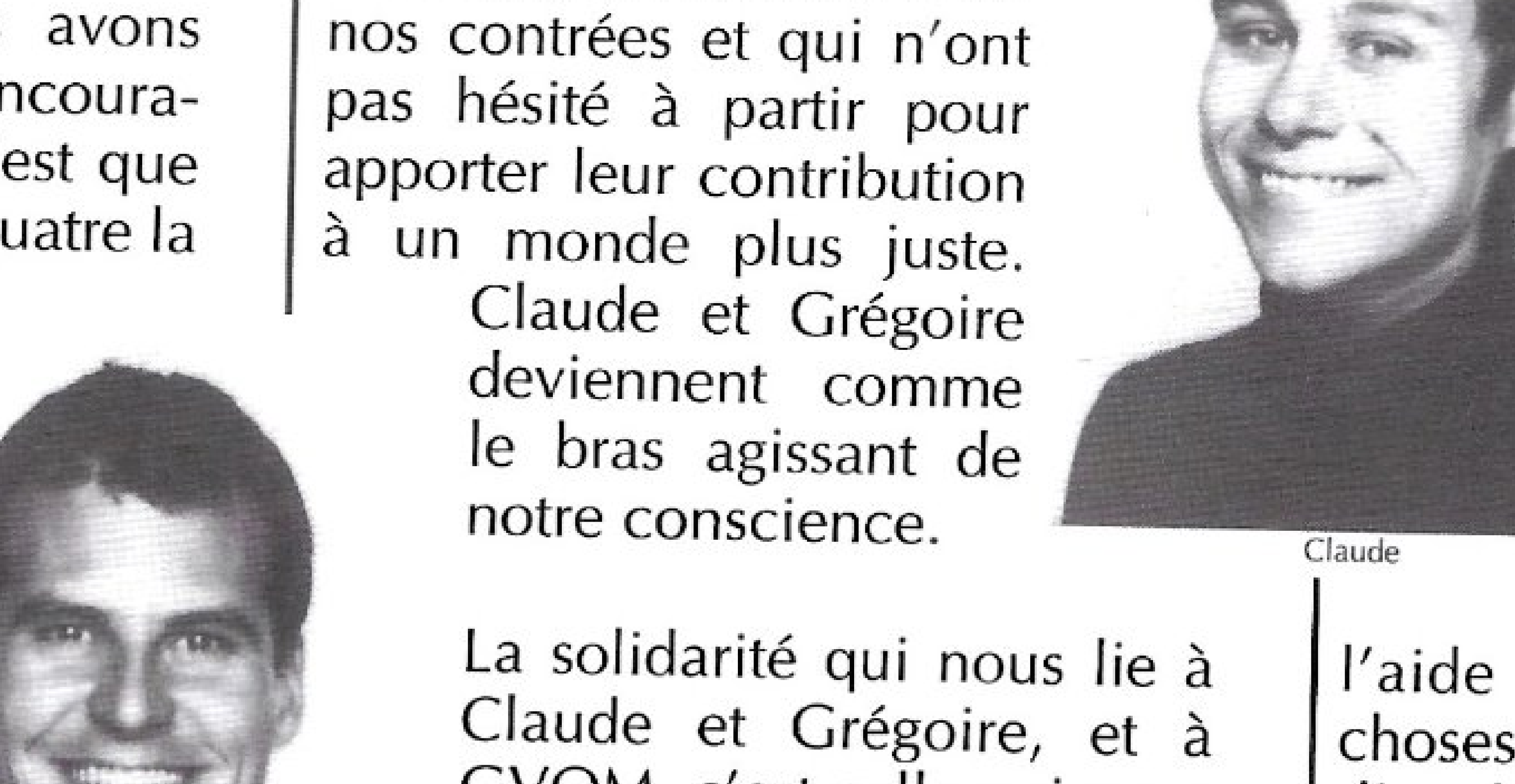
Jérôme Strobel, Eirene

Solidaire

Oui au groupe de soutien

Le père et beau-père de deux volontaires au Salvador explique pourquoi il est membre de leur réseau de soutien et ce que ça lui apporte.

Dès que Claude, notre fille, et son ami Grégoire ont parlé d'entreprendre une action humanitaire, nous avons été à leur côté. Marie-Claire et moi-même les avons toujours soutenus, voire encouragés, dans leur dessein. C'est que nous partageons tous les quatre la même vision d'un monde frappé par l'injustice croissante, la différence entre pays riches et pays pauvres, entre riches et pauvres, entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui n'ont aucun pouvoir. Il était donc tout naturel que nous acceptions, Marie-Claire et moi, de faire partie du groupe de soutien.


Grégoire

Ce groupe de soutien nous apporte un contact permanent et un échange d'informations constant, dans les deux sens, entre les coopérants et nous-mêmes. A ce titre, la messagerie d'Internet est d'une utilité et d'une efficacité extrême.

Ensuite, le groupe de soutien nous permet d'exprimer concrètement notre solidarité envers deux jeunes qui, avec les connaissances et les diplômes acquis, auraient pu exercer une profession tout à fait honorable dans nos contrées et qui n'ont pas hésité à partir pour apporter leur contribution à un monde plus juste. Claude et Grégoire deviennent comme le bras agissant de notre conscience.

La solidarité qui nous lie à Claude et Grégoire, et à GVOM, c'est celle qui nous lie au monde, à ses pauvres et à ses déshérités à qui les chantres de la mondialisation et du libéralisme économique promettent un avenir meilleur démenti tous les jours par la succession alarmante des crises et des guerres.

Un groupe de soutien nous paraît-il adéquat? Il faudrait poser cette question aux coopérants eux-mêmes. Nous voudrions rappeler l'expérience de Marie-Claire, mère de Claude, qui a fait un séjour de coopération au Nicaragua à la Trinidad, jumelée avec la ville de Delémont. Marie-Claire sait à quel point le sentiment d'être soutenu par les gens d'ici peut être utile à l'action, souvent difficile, menée dans le pays d'accueil. Claude et Grégoire nous ont dit la même chose sans citer vraiment le groupe de soutien.


Claude

Une aide de solidarité peut prendre des formes multiples. Le côté financier de l'aide n'est qu'un aspect des choses. Par exemple la diffusion d'un bulletin intitulé "Guanaco" que Claude et Grégoire rédigent tous les trois à quatre mois et envoient par notre intermédiaire aux membres du groupe de soutien. Ou encore la récolte de jeux pour un projet d'aide à des enfants qui travaillent sur le marché de San Salvador. Les possibilités de soutien existent toujours et chacun peut y apporter sa contribution, selon ses moyens et en suivant sa voie propre. Il suffit d'un peu d'imagination et de bonne volonté.

Pierre Grimm

Le groupe de soutien comme instrument multifonctionnel

Autrefois, les volontaires étaient financés uniquement par leur groupe de soutien. Aujourd'hui, cette institution pourrait paraître dépassée. Il n'en est rien.

Un groupe de soutien est un groupe de personnes qui se constitue en Suisse autour d'un volontaire. En fait, on devrait plutôt dire que c'est un groupe de personnes que le volontaire réunit autour de son prochain engagement à l'étranger. Il s'agit le plus souvent de sa famille, des amis, des collègues de travail, des voisins, des copains de loisirs, des personnes liées à sa paroisse, etc....

Les groupes de soutien ont en commun l'intérêt de leurs membres pour une personne qui s'engage comme volontaire dans un pays du Sud.

Comment le met-on en place ?

C'est évidemment à chaque volontaire de décider comment il entend constituer son groupe en fonction de son tempérament.

Il y a les amateurs de la plume qui envoient à leurs connaissances une description de leur projet, de leurs tâches, du pays où ils vont partir...

Il y a les intello qui convient leurs copains à une présentation propre en ordre.

Il y a les gais lurons qui font une fête avant leur départ au cours de laquelle ils auront préparé des panneaux pour présenter leur futur engagement et le cadre de celui-ci.

Il y a ceux qui font tout ça à la fois !

Quelle que soit la méthode choisie, il est important que le volontaire explique concrètement à ces personnes ce à quoi il s'engage pour faire vivre son groupe. Il doit préciser aussi ce qu'il attend, lui, de leur part.

Le groupe de soutien, véritable réseau d'information

Conformément aux fondements de GVOM et d'Eirene, un engagement outre-mer va de paire avec un engagement en Suisse : et c'est en particulier à travers son réseau de soutien, que le volontaire peut agir en Suisse depuis le terrain.

Le volontaire informe régulièrement les membres de son groupe sur ses activités, sur des problématiques particulières auxquelles il est confronté, sur des événements qui le touchent. Les moyens de transmettre l'information sont multiples: les traditionnelles lettres circulaires, l'envoi d'articles ou de coupures de presse, l'accueil de visites sur le terrain, un site internet personnel, des bulletins d'information tel que l'Arbre à palabre, le Guanaco-opérant, l'Akiriro...



Photo: A. De Preto

Ce faisant le volontaire transmet une information personnalisée et pointue à un groupe de personnes qui fort probablement n'aurait pas accès à ce type d'information sans lui.

Avec le temps, de réseau informatif, le groupe de soutien devient un réseau de solidarité : Il contribue à tisser des liens entre des Suisses et des personnes d'un pays du Sud. Petit à petit, des passerelles apparaissent entre deux mondes qui ne se connaissaient pas ou si peu. Des membres du groupe de soutien d'Alexandra, au Rwanda, mentionnent que c'est aussi par solidarité avec les pays défavorisés qu'ils se sont joints au groupe.

Une source de fonds

Le volontaire peut se tourner vers les membres de son réseau de soutien pour recueillir des fonds. Il injecte parfois tout ou une partie de la somme récoltée dans le projet où il est affecté; dans ce cas là, il est indispensable qu'il soit attentif au déséquilibre potentiel que peut amener l'apport d'argent dans sa relation avec les gens, ses collègues de travail en particulier, ses supérieurs et les bénéficiaires du projet. L'argent est trop souvent source de pouvoir.

Lesley, anciennement en Haïti, a opté pour l'utilisation d'une partie de l'argent pour appuyer le financement de tôles ondulées pour protéger les salles de classe d'une école de campagne avec laquelle elle a travaillé.

Le fait de devoir solliciter ses amis pour obtenir un soutien financier est un point souvent gênant. On n'a pas bien l'habitude, de par chez nous, de parler d'argent ouvertement et encore moins d'en demander... Claude et Grégoire, actuellement au Salvador sont passés par là avant leur départ: "Il est vrai qu'il n'est jamais évident de demander de l'argent aux gens, même s'il s'agit d'amis proches ou de la famille. Ça a été d'autant plus difficile que nous n'avions pas de projet concret à proposer. Ceux qui ont donc bien voulu nous donner de l'argent l'ont fait sans savoir à quoi il serait utilisé. (...) On a été surpris de la réaction positive: Nombreux sont ceux qui ont

versé de l'argent sur le compte du groupe de soutien. Après seulement quelques mois, nous avions déjà presque 4000 francs. Pas mal, non? Nous allons maintenant présenter à notre groupe un projet en faveur d'enfants qui travaillent dans les marchés et nous espérons que cela va inciter les gens à continuer à nous appuyer.
Finalement, une fois que le premier pas est fait, il n'est pas si ardu de demander de l'argent. Du moins pour soutenir un projet. En revanche, si maintenant l'idée est que l'argent du groupe de soutien serve à soutenir les volontaires en complétant l'indemnité de vie, cela va être nettement plus difficile pour nous de faire la même démarche."
La création d'un groupe devrait également permettre de soutenir financièrement le volontaire. En effet, si GVOM et Eirene reçoivent de la Confédération la somme nécessaire pour financer le voyage, les assurances et les charges sociales d'un volontaire, rien n'est prévu en ce qui concerne l'indemnité de vie. GVOM et Eirene doivent donc trouver cette somme par leurs propres moyens car il est difficile d'imaginer que l'organisation partenaire soit à même d'y pourvoir. Or, contrairement à d'autres ONG qui financent des projets de construction ou des campagnes de vaccination, GVOM et Eirene soutiennent des personnes, des Suisses pour la plupart et c'est un thème peu porteur: Le volontaire suisse "se vend" mal sur le marché de l'aide au développement !

Au service du volontaire

Le groupe de soutien, source d'information et ressource financière... mais aussi source de bien-être du volontaire...
En effet, l'existence et la subsistance même du groupe de soutien pousse le volontaire à garder le contact avec son pays d'origine – un pays qui semble tellement loin quand on n'y vit plus-. Cette relation est essentielle pour l'équilibre du volontaire.
Comme le soulignent Claude et Grégoire : "Heureusement, la relation avec notre groupe de soutien ne se limite pas à des questions d'argent. Quelques personnes nous ont déjà réellement aidés dans d'autres domaines. Un ami de Grégoire a mis à notre disposition un espace sur Internet pour y installer notre site et nous a donné un coup de main pour la réalisation technique. La maman de Claude gère le compte du groupe de soutien et a appuyé la recherche de livres (la maman de Grégoire également), jeux et médicaments pour le projet d'enfants travailleurs dans les marchés que nous avons décidé de soutenir. D'autres prennent la peine de nous écrire longuement pour réagir à notre bulletin et pour nous donner des renseignements sur toutes sortes de sujets en Suisse. Bref, même si pour l'heure, les gens qui s'engagent réellement sont une toute petite minorité, au moins il y a un bel effort qui se fait."
Cette relation, par-delà les océans, va faciliter la réintégration du volontaire une fois sa mission achevée, car il ne faut pas se leurrer: Le retour s'avère dans la majorité des cas bien plus difficile que le départ, et le réseau n'est pas de trop pour aider à atterrir.

Laissons à Claude et Grégoire le mot de la fin : "Le groupe de soutien nous apporte avant tout énormément de plaisir, même si l'aspect "boulot" n'est pas à négliger. Le Guanaco-operant, notre bulletin, nous prend beaucoup de temps et hante nombre de nos week-ends. On aurait pu décider de faire quelque chose de plus simple, mais on avait à la fois envie de partager nos expériences et ce que nous apprenons avec nos amis et notre famille...
Le fait de constituer un groupe de soutien est aussi source de surprises. Par exemple, cela nous a permis de lier des liens avec des personnes que l'on ne connaissait que très peu avant de partir (mais qui s'étaient montrées intéressées par notre démarche) et pour ne donner qu'un exemple, l'une d'elle va venir nous rendre visite au Salvador cet été. Bien sur, il y a aussi des petites déceptions, mais dans l'ensemble nous sommes convaincus qu'il vaut la peine de faire l'effort de constituer un groupe de soutien."

Propos recueillis par
N. Godi Glatz et
B. Faidutti Lueber

Les dons sont déductibles des impôts, le saviez-vous ?

La loi stipule que les personnes morales qui poursuivent un but de pure utilité publique sont exonérées de l'impôt. Les versements bénévoles fait à des institutions exonérées de l'impôt, comme c'est la cas pour GVOM et EIRENE, peuvent à la rigueur faire l'objet d'une déduction fiscale.

La législation est différente en ce qui concerne l'impôt fédéral direct et l'impôt cantonal/communal. L'importance des déductions varie donc donc d'un canton à l'autre. Certains cantons n'admettent que des déductions très limitées, d'autres prennent uniquement en considération des institutions dont le siège est dans le canton, d'autres encore tiennent une liste -interne ou accessible au public- des institutions en faveur desquelles les dons sont déductibles des impôts cantonaux.

Berne :
jusqu'à concurrence de 10% du revenu net, à condition que les dons s'élèvent à 100 Fr. au moins
Fribourg :
jusqu'à concurrence de 5% du revenu net pour les montants dépassant 500 Fr.
Genève :
jusqu'à concurrence de 5% du revenu net, avant déduction du don lui-même
Jura :
jusqu'à concurrence de 10% du revenu net
Neuchâtel :
jusqu'à concurrence de 1% du revenu net, à condition que les dons s'élèvent à 100 Fr. au moins
Valais :
jusqu'à concurrence de 10% du revenu net
Vaud :
jusqu'à concurrence de 10% du revenu net, à condition que les dons s'élèvent à 100 Fr. au moins

Pour tous renseignement supplémentaire et pour être sûr que vos dons à GVOM et EIRENE soient déductibles des impôts, veuillez vous adresser à l'administration fiscale de votre canton.

Giordano Favaro,
membre GVOM

Accueil / Départs

Hans partira début octobre au Rwanda et remplacera Jérôme pour donner un appui à l'Ecole paroissiale de Nyarurema, la seule école secondaire du Rwanda donnant des cours en informatique.

Jonas débutera en décembre un stage de 15 mois en Haïti et s'occupera principalement de travaux en pépiniére et de reboisement auprès de l'Organisation de Développement de Désarmes.

Yann L'Asociacion de Capacitacion e Investigacion para la Salud Mental, partenaire de GVOM de longue date, accueille ce stagiaire psychologue pour six mois. Ce dernier est chargé d'une recherche – action sur la masculinité auprès d'un groupe de jeunes hommes d'un quartier défavorisé de San Salvador.

Jacques, Line et leurs enfants se préparent à changer de décors: Ils s'envoleront cet été au Costa Rica où Line et Jacques viendront renforcer la " Feria del productor Generaleño, un regroupement de petits producteurs de la région de San Isidro del General. Tous deux conseilleront paysannes et paysans dans le développement d'une stratégie de production agricole écologique et socialement compatible.

Ricardo Taylor, médecin nicaraguayen à Bluefields, a pris la suite d'un médecin suisse dans le projet de prévention contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles. Ricardo passera deux mois en Suisse cet automne pour rencontrer GVOM ainsi que d'autres organisations et observer ce qui se fait chez nous dans le domaine de la prévention contre le SIDA.

BAT **Solidaire**

Pas la fin mais la suite...

Suite à notre dernière communication concernant le Cours pour femmes de ménage, nous avons reçu de quoi organiser cette année encore la quatrième formation. La ville de Lausanne, et d'autres personnes privées, nous donnent un sérieux coup de main financier... alors un GRAND MERCI.

Autre nouvelle, tristounette mais aussi marquée d'espoir, car un départ est une séparation mais aussi les prémices pour chacun de renouvellement. C'est aussi le temps de se rendre compte combien la personne qui a occupé un poste, une occupation, qui a été une présence, a accompli de travail, parfois surhumain et dans ce cas rien ne semblait pouvoir l'arrêter dans l'invention de quelque chose qui pourrait être utile aux requérants d'asile. Mais oui, Sylvia Zahnd-Murie va nous quitter à la fin du mois d'octobre. Après 17 années de collaboration, elle aura été l'âme et l'initiatrice du Service Requérants de la Bourse à Travail jusqu'à l'arrivée de Véra et de Laila.
Je ne pourrais pas signaler tout ce qu'elle a mis en place, de sensé, d'insensé qui finissait toujours par prendre sens. A part sa patience, le fleuron est sans conteste la mise en place de ce cours de formation pour Femmes de ménage. Elle s'était engagée dans cette aventure avec deux ou trois personnes et leurs efforts furent récompensés par l'attribution d'un prix de la Confédération qui a permis à BAT de faire démarrer la première formation, il y a bientôt 5 ans.

Nous souhaitons bon vent à Sylvia, espérant qu'elle trouve un job à sa hauteur et en relation avec ses préoccupations fondamentales d'aller près des personnes qui sont en difficulté, qui se débattent avec la vie, qui ne sont pas reconnues, dont la vie est très précaire, menant elle-même une vie dégagée de superflus.

Et bonne arrivée à Pascale Kohli que nous avons la chance de connaître pour son engagement de 10 ans au Costa-Rica avec GVOM. Nous nous réjouissons d'avoir trouvé rapidement une personne compétente comme Pascale, qui pourra, à sa manière, être une présence à la Bourse à Travail, reprendre des activités, et en inventer d'autres. Nous nous réjouissons de cette nouvelle collaboration.


Pascale

Gilbert Zbaeren

Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminboeuf

JAB 2300 La Chaux-de-Fonds

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, Ch. du Daru 25, 1228 Plan-les-Ouates
EIRENE: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Web: www.gvom.ch
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.-- / Abonnement de soutien Frs 20.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro: Photos: A. De Preto, C. Grimm
Textes: N. Godi-Glatz, B. Faidutti Lueber, R. Moreno,C.Grimm, J. Strobel, P.Grimm, G. Zbaeren
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7 EIRENE, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2